Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Cap sur 2030 !

Enseignement français à l'étranger

Dans la dynamique impulsée par le président de la République qui souhaite doubler les effectifs dans les établissements d'enseignement français à l'étranger à la fin de cette décennie, les opérateurs publics et privés sont à pied d'œuvre pour relever le défi. Présentation des forces en présence en présence.

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

aefe · Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères · mission laïque française · CNED · France Éducation International · cei · Odyssey · CANOPÉ · AFLEC · globeducate

Préparez-vous aux métiers du FLE

CONÇUES PAR DES EXPERTS DU FLE, NOS FORMATIONS SONT ACCESSIBLES PARTOUT DANS LE MONDE, EN FORMATION INITIALE OU CONTINUE

PROFLE+ : Professionnalisation en FLE
En partenariat avec France Éducation international et avec le soutien du MEAE et de l'Institut français

Préparation au DAEFLE à distance
En partenariat avec l'Alliance française Paris Île-de-France

Cursus universitaire de FLE
En partenariat avec l'Université Grenoble-Alpes

CNED

Dossier réalisé par **Marlène Panara, Frédéric Laloux, Christophe Lassaigne.**

IV **Réseau français d'éducation à l'étranger**
Objectif 2030 !

VI **Les bons chiffres de l'AEFE**

VIII **Matthieu Peyraud**
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

X **Jean-Marc Merriaux**
Mission laïque française

XII **Enseignement à distance**
Le CNED voit l'avenir en grand

XVI **Enseignement français à l'étranger**
Odyssey s'installe dans le paysage

XVIII **Réseau Canopé**
Accompagner la transformation de l'école

XX **Petite enfance**
Le groupe Acacia consolide ses écoles

XXII **Moyen-Orient**
L'AFLEC en ordre de marche

XXIV **Présentiel ou distanciel**
La formule gagnante de Globeducate

XXVI **France Éducation international**
Une reprise généralisée

XXVIII **Union-ALFM**
Sous le signe de l'entraide et de la solidarité

XXX **Centre d'échanges internationaux (CEI)**
Des partenariats avec les lycées français et associations de l'étranger

© SeventyFour

Cette publication est éditée par TDME, 1, rue Gozlin, 75006 Paris. SAS au capital de 1.000 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671. **Directeur de la publication :** Jean-Pierre Pont (jpp@francaisaletranger.fr). Tél. : 07.71.70.78.54. **Secrétariat de rédaction :** Didier Bras **Direction artistique :** Grand National Studio. **Photo de couverture :** ViDI Studio / Shutterstock.com. Retrouvez-nous sur internet : www.francaisaletranger.fr

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

RÉSEAU FRANÇAIS D'ÉDUCATION À L'ÉTRANGER

Objectif 2030!

L'objectif était ambitieux. En mars 2018, Emmanuel Macron avait dévoilé, à l'occasion de son discours sur la stratégie pour la francophonie et le plurilinguisme, son objectif pour l'éducation à l'étranger : doubler d'ici à 2030 le nombre d'élèves accueillis dans les lycées français du monde. L'idée ? Renforcer « l'excellence » des 552 établissements d'enseignement français et de ses 380 000 élèves. Trois ans après le discours du Président, où en est-on ? Le *Journal des Français à l'étranger* fait le bilan.

© Awana JF / Shutterstock.com

Ce dossier consacré à l'éducation reviendra d'abord sur les initiatives entreprises par les acteurs historiques du secteur, sur lesquels l'État s'est appuyé pour viser «le Cap 2030». À l'instar de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), qui coordonne le réseau des lycées français dans 138 pays. Pour mener à bien le projet gouvernemental, l'agence a d'abord reçu un sérieux coup de pouce du gouvernement: en 2020, 25 millions d'euros de subventions ont été injectés dans le budget de l'opérateur public, sous tutelle du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Des moyens supplémentaires qui ont permis à l'AEFE de lancer de nouvelles initiatives, dans la formation des enseignants notamment. *«En mars 2020 et juin 2020, 90 000 actions»* en ce sens ont été menées, a fait savoir le directeur de l'agence, Olivier Brochet, lors d'une table ronde organisée par Français à l'étranger. Grâce notamment au lancement d'une plateforme dédiée, Atena, qui permettra de *«gérer l'ensemble de la formation continue dans le monde»*. La création prochaine de seize instituts régionaux de formation (IRF) viendra renforcer encore un peu plus l'offre de formation. Ces organismes seront gérés par l'AEFE, toujours dans le but de former et certifier de nouveaux professeurs pour le réseau à l'étranger. Inscrit dans le projet de loi de la sénatrice LREM Samantha Cazebonne, la mesure a été votée à l'Assemblée nationale le 16 février dernier.

Des accords-cadres avec le secteur privé

Pour concrétiser l'ambition présidentielle, l'État compte aussi sur d'autres acteurs, privés cette fois, en s'appliquant d'abord à renforcer ses liens avec les partenaires historiques. Le 30 décembre 2021, l'AEFE a signé un accord-cadre avec la Mission laïque française (Mlf), forte d'un réseau de 108 établissements. Celui-ci remplace le protocole d'entente établi jusqu'ici entre les deux entités. Cinq mois plus tôt, l'AEFE s'était engagé aussi, par un accord similaire, avec Odyssey. Le groupe, qui a ouvert ses premiers établissements en 2017, réunit seize structures scolaires dans quinze pays du monde, de la classe de maternelle au lycée.

Si l'État met tout en œuvre pour atteindre son but, c'est que, pour le pays, l'enjeu est conséquent. Car avec le développement des lycées français en dehors des frontières se joue aussi *«le rayonnement de la France à l'étranger»,* avait assuré Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, lors de la présentation du programme en 2019. L'éducation française dans le monde est *«un outil d'influence formidable»,* a confirmé lors de la table ronde le ministre chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, Jean-Baptiste Lemoyne. Pour rappel, les deux tiers des élèves scolarisés dans les lycées du monde sont étrangers. ◆

mission laïque française

120 ans

d'une pédagogie laïque pour un monde interculturel

réseau mlfmonde

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Les bons chiffres de l'AEFE

L'Agence qui coordonne le réseau des 552 lycées français à l'étranger renoue avec la croissance après deux années bouleversées par la pandémie de Covid-19. Le plan Macron, qui vise un doublement des effectifs d'élèves d'ici 2030, reste dans le viseur.

© BalanceFormCreative

Agilité. C'est le mot qu'a appris et répété comme un mantra l'AEFE en deux ans de pandémie qui n'ont épargné aucun des 552 lycées français dans le monde. *«Nous sortons de deux années particulièrement difficiles pour le réseau parce qu'il a été directement touché dès le mois de janvier 2020 par les effets de la crise sanitaire,* se souvient Olivier Brochet, le directeur de l'AEFE, l'Agence sous tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui coordonne le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger. *Cela nous a amenés dans un premier temps à la fermeture de tous les établissements, puis à leur réouverture progressive, avec des hauts, des bas, et en permanence des améliorations. Beaucoup de lycées ont dû s'adapter à des protocoles sanitaires très compliqués et à des situations hybrides. Cela a été particulièrement difficile et a conduit tous les établissements à installer des dispositifs pédagogiques qu'ils n'avaient jamais eu à mettre en place.»* Enseignement hybride, cours uniquement à distance ou en présentiel avec gestes barrières, le travail de toutes les équipes pédagogiques sur le terrain a été dicté par l'évolution de la pandémie, pays par pays, avec un soutien très fort de l'AEFE pour remplir la mission pédagogique qui est la sienne et garantir que les élèves puissent, malgré toutes ces circonstances, être scolarisés même lorsqu'ils n'étaient pas présents dans les établissements. Signe d'un accompagnement réussis, tous les examens ont bien été organisés dans le réseau durant les deux dernières années et les élèves ont pu passer le baccalauréat et le brevet avec toujours d'excellents résultats.

Un fonds de 100 millions d'euros

Voilà pour le premier effet. *«Le deuxième,* poursuit M. Brochet, *est économique et avec des effets directs sur beaucoup de lycées, car des familles se sont retrouvées en difficulté pour payer les droits de scolarité. Il y a eu également une baisse d'effectifs dans un certain nombre d'établissements, surtout à la rentrée scolaire 2020-2021.»* La réponse de l'AEFE a été double: d'abord un soutien très fort de l'Agence au plan pédagogique pour aider les équipes à s'adapter, mais également à toutes les familles, non seulement françaises, qui étaient déjà soutenues par le dispositif des bourses, mais aussi les familles étrangères en difficulté. Pour cela, l'État a mis à disposition de l'AEFE un fonds spécial de 100 millions d'euros voté à l'été 2020 dans le cadre de la loi de finances rectificative, et l'accès à des avances de France Trésor. *«Toutes les familles ne sont pas éligibles, mais nous avons eu une augmentation du volume des bourses qui nous a permis de répondre à des demandes supplémentaires,* explique M. Brochet. *Les crédits que nous avons reçus nous ont permis aussi d'aider, sur la période de 2020-2021, les familles étrangères qui d'ordinaire ne sont pas admissibles aux bourses.»*

Voies de la croissance

Le deuxième élément du bilan dont se félicite sans doute le plus l'AEFE, c'est qu'aucun établissement n'a définitivement fermé. Le soutien apporté a permis de maintenir l'ensemble du réseau à flot. *«Et le troisième point,* poursuit Olivier Brochet, *c'est que depuis la rentrée dernière nous avons retrouvé une croissance nette des effectifs scolarisés. Nous sommes désormais à 380 000 élèves dans le réseau avec 2,2% de croissance en septembre 2021.»* L'augmentation a même été plus forte dans certaines régions comme l'Afrique subsaharienne, où la hausse des effectifs a atteint 9,5%. Sur toute la zone Maghreb et Moyen-Orient, les taux de croissance oscillent entre 4 et 10% selon les établissements. *«Nous sommes dans une forme de convalescence du réseau qui se remet de la crise»,* confie M. Brochet. Chacun constate aussi que l'image de l'enseignement français à l'étranger n'a pas été affaiblie par la crise. *«Bien au contraire !* se félicite-t-il, *parce que notre capacité de réponse a finalement renforcé notre attractivité.»* Et on le voit avec l'entrée d'établissements supplémentaires à la rentrée dernière. *« La crise a été surmontée, certes difficilement,* admet Olivier Brochet, *mais nous nous sommes tous mobilisés pour affronter cette période très particulière. Nous en sortons avec des bases qui restent solides et qui nous permettent de nous consacrer pleinement à notre plan de développement.»*

Un défi de taille

Cette dynamique ne devra pas se démentir si l'AEFE veut atteindre l'objectif fixé en 2018 par Emmanuel Macron : un doublement des effectifs des élèves des lycées français d'ici 2030 ! Le défi est de taille. *«Bien sûr, la crise marque un ralentissement de la croissance que nous souhaitions,* reconnaît Olivier Brochet, *mais si l'on compare les chiffres actuels à ceux de mars 2018, c'est-à-dire au moment où le chef de l'État s'était exprimé, nous comptons dans le réseau presque 60 établissements supplémentaires et les effectifs dans l'enseignement français à l'étranger ont augmenté de près de 40 000 élèves !»* La hausse du nombre d'élèves passe d'abord par une aide apportée aux établissements déjà homologués pour leur permettre d'accueillir encore davantage d'élèves. *«Quand un établissement se crée, il commence par l'ouverture d'une maternelle,* détaille M. Brochet. *Elle est homologuée, puis le directeur ou la directrice va demander l'homologation du cycle 1, du cycle 2 et celle du cycle 3. Donc, il y a nécessairement un effet de croissance qui s'accélère année après année grâce à l'augmentation des effectifs des nouveaux établissements.»* L'intégration de nouveaux établissements dans le réseau, c'est la mission du nouveau Service d'appui au développement du réseau (SADR) créé par l'AEFE en janvier 2019. *« Ce fut la première réponse à la commande présidentielle avant même d'avoir eu connaissance du plan de développement annoncé !,* se félicite Olivier Brochet. *Nous nous sommes mis en ordre de marche.»* Le SADR a aujourd'hui signé une soixantaine de conventions avec des porteurs de projets, que ce soit des comités de gestion parentaux ou des organismes qui investissent dans l'éducation. Ces candidats sont accompagnés avec l'objectif, dans les deux ou trois ans qui viennent, d'obtenir l'homologation du MENJS permettant de rejoindre le réseau. L'AEFE est saisie régulièrement de demandes d'accompagnement.

▲ Olivier Brochet.

© Marie Lopez-Vivanco

« DEPUIS LA RENTRÉE DERNIÈRE NOUS AVONS RETROUVÉ UNE CROISSANCE NETTE DES EFFECTIFS SCOLARISÉS. »
OLIVIER BROCHET

Renforcer la formation

Le deuxième levier de croissance est de donner les moyens à ces établissements de se développer en garantissant la qualité. Pour cela, l'enjeu numéro un est celui des ressources humaines. *«Les établissements doivent trouver des enseignants compétents sur les programmes français,* avance M. Brochet. *C'est un énorme chantier pour l'AEFE, qui consiste à renforcer son outil de formation continue des personnels.»* Le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Jean-Michel Blanquer, s'est engagé à ce que sur la décennie 2020-2030 le nombre de détachés dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger augmente de 1 000 titulaires. Pour assurer la formation continue, en particulier des recrutés locaux, *«nous avons créé les Instituts régionaux de formation (IRF) le 1er janvier dernier, et c'est maintenant complètement consolidé par la nouvelle loi votée à l'initiative de la sénatrice Samantha Cazebonne »,* explique Olivier Brochet. Un IRF a été ouvert dans chacune des seize zones du monde, permettant de renforcer le dispositif de formation de l'AEFE en l'adaptant aux enjeux du plan de développement. *« C'est une étape absolument essentielle pour la solidité de notre processus et sa crédibilité dans le temps. Il est relativement facile de construire des murs, mais c'est très compliqué de mettre des profs. Et les écoles, ce sont des murs et des profs »,* conclut Olivier Brochet. ◆

MATTHIEU PEYRAUD

«Le réseau d'enseignement français à l'étranger a bien résisté»

Secoué mais toujours debout ! Après avoir traversé une crise sanitaire inédite de plus de deux ans, les lycées français de l'étranger tiennent bon. Les établissements se mettent désormais en ordre de marche pour atteindre l'objectif ambitieux fixé par le chef de l'État Emmanuel Macron : un doublement des effectifs à l'horizon 2030 pour atteindre les 700 000 élèves.

© Judith Litvine

▲ Matthieu Peyraud.

Il y a d'abord eu l'effet de sidération, détaille Matthieu Peyraud, directeur de la Culture, de l'Enseignement, de la Recherche et du Réseau au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), où il a succédé à Laurence Auer dont chacun salue ici l'excellence du travail mené : *«Au printemps 2020, juste après le déclenchement de la crise, sur nos 522 établissements de par le monde, 520 étaient fermés!* résume M. Peyraud. *Nous avons instauré des dispositifs d'enseignement à distance en urgence dans l'ensemble du réseau. La différence avec la France, c'est que notre réseau est présent dans des géographies très diverses et l'enseignement à distance est plus difficile à mettre en place en termes de moyens et de connexion, mais le défi a été relevé.»* Il a fallu aussi former les enseignants à ces outils informatiques. Cette demande logistique a d'abord fragilisé financièrement le réseau.

150 millions d'euros d'aides

Le gouvernement a donc mis sur la table un plan de soutien massif de 150 millions d'euros, voté par le Parlement dès juillet 2020. *«C'est trois fois 50 millions,* résume M. Peyraud *: 50 millions pour des bourses attribuées aux enfants français, et aussi, à ma connaissance c'est unique, pour les familles étrangères. En effet, dans nos lycées, deux élèves sur trois ne sont pas français mais souvent locaux, et le réseau a besoin de ces enfants-là également. Le deuxième volume de 50 millions a été attribué aux établissements les plus en difficulté pour s'équiper en gel hydroalcoolique, en masques et autres protections, et faire face à des impasses financières. Enfin, les 50 millions d'euros restant ont permis d'octroyer des avances remboursables de trésorerie à des établissements dans une situation difficile.»* La grande satisfaction au MEAE est qu'aucun établissement du réseau n'a dû fermer définitivement. C'est en Asie, en Chine notamment, là où la crise a commencé, que la situation a été la plus compliquée, reconnaît M. Peyraud : *«Les mesures imposées par les autorités locales ont été drastiques. Nos personnels français avaient l'habitude de rentrer en France pour les vacances ou d'avoir de la visite. Il y a eu un effet d'isolement pendant deux ans.»* En Amérique latine aussi, les établissements sont restés longtemps fermés.

Un plan en quatre axes

Un plan de développement du réseau a été défini, avec un premier objectif qui consiste à accueillir davantage d'élèves. *«Il s'agit de développer une véritable politique d'attractivité et de travailler sur notre offre,* explique M. Peyraud. *Nous ne sommes pas toujours aussi attractifs qu'il le faudrait car concurrencés par d'autres écoles qui proposent, elles aussi, un enseignement international de qualité. L'un de nos atouts est qu'on enseigne un certain nombre de langues différentes et cela se concrétise par le futur bac français international (BFI).»* Les premiers diplômes seront ainsi délivrés en 2024. Ils remplaceront l'option internationale du baccalauréat traditionnel. Ce nouveau sésame aura une plus grande visibilité et intégrera davantage le côté bilingue ou trilingue de l'enseignement des lycées français.

Aide au développement

Le deuxième axe stratégique sera l'ouverture de nouveaux établissements ou l'extension de lycées déjà en activité afin d'accueillir davantage d'élèves dans des locaux agrandis. Le MEAE mise aussi sur l'homologation. L'objectif fixé par Emmanuel Macron en 2018 de doubler le nombre d'élèves accueillis dans les lycées français de l'étranger d'ici 2030 reste d'actualité. Matthieu Peyraud est optimiste puisque ces effectifs ont déjà commencé à progresser rapidement après le début de la crise du Covid-19 : *« Au début de la pandémie, nous avions 522 établissements, nous sommes à 552 aujourd'hui. Nous en avons gagné 30 en homologuant des établissements existants avec des programmes d'enseignement en français. Un travail très lourd a été mené pour adopter le même programme scolaire*

© Jacob Lund

qu'en France. Le processus a été simplifié administrativement, mais pas en termes d'exigence de critères de qualité, il reste très strictement encadré par le ministère de l'Éducation. » Les effectifs ont notamment connu une augmentation en Afrique subsaharienne, en particulier en Côte d'Ivoire, mais aussi en Amérique du Nord (+5%), avec de beaux projets aux États-Unis et au Canada. *«Il s'agit notamment de densifier l'existant,* explique Matthieu Peyraud. *Nous avons créé à l'AEFE un service d'aide professionnalisé au développement qui permet d'accompagner les porteurs de projets. Au départ, ce sont souvent des familles, dans un endroit donné, qui veulent créer un nouveau lycée. Jusqu'à présent, il fallait qu'elles se débrouillent seules. Maintenant, nous les aidons. Nous fournissons une ingénierie à l'appui d'un projet porté par une initiative citoyenne.»*

Réforme en cours de l'AEFE

Le troisième axe qui en découle vise à mieux associer les familles. *«Les parents jouent un rôle très important,* note M. Peyraud. *La majorité de nos établissements sont conventionnés ou partenaires. Souvent, c'est l'association des parents d'élèves et le comité de gestion qui dirigent le lycée; non pas la direction pédagogique ni au quotidien – il y a un proviseur ou un principal pour cela –, mais les parents d'élèves ont la main sur la gestion, sur les finances, etc. Il y a une implication très forte. C'est une spécificité des lycées français à l'étranger.* » La gouvernance de l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) fait d'ailleurs actuellement l'objet d'une réforme pour accorder une plus grande place aux parents d'élèves. Le quatrième axe vise enfin à une mobilisation accrue des ambassades : *«Elles ont toujours été mobilisées sur les écoles mais cela fait vingt ans que je suis au ministère des Affaires étrangères et cela n'a plus rien à voir. Aujourd'hui, pour une ambassadrice ou un ambassadeur de France dans un pays donné, le lycée français et les écoles françaises sont un sujet central qu'on visite, qu'on soutient et auquel toutes les équipes consacrent beaucoup de temps et d'énergie. Ce n'est plus, comme cela a pu être historiquement, quelque chose "un peu à côté". On l'a vu avant même cette crise sanitaire, avec la menace sur la sécurité au moment des attentats, c'est aussi par ce type de moment que le réseau diplomatique se rapproche du réseau éducatif de la France à l'étranger»,* assure Matthieu Peyraud.

> « AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE, NOUS AVIONS 522 ÉTABLISSEMENTS, NOUS EN SOMMES À 552 AUJOURD'HUI. »
> MATTHIEU PEYRAUD

Réseau d'instituts régionaux

Au niveau central, un conseil d'orientation interministériel a donc été créé autour de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, et l'ensemble des acteurs du réseau : l'AEFE mais aussi la Mission laïque française ou encore les personnels des lycées, les élus des Français de l'étranger et les parents d'élèves. *« Il y a tout un écosystème de l'enseignement français à l'étranger désormais réuni dans ce conseil central unique à Paris et qui discute des orientations d'ensemble »,* résume Matthieu Peyraud, qui met enfin en avant la formation des enseignants. *«C'est une problématique universelle dans le système éducatif et c'est plus difficile quand votre réseau est dispatché dans 130 pays,* constate-t-il. *Avec l'AEFE, nous sommes en train de mettre en place un réseau d'instituts régionaux pour assurer cette formation initiale et continue des enseignants. Plus la qualité sera au rendez-vous et plus nous attirerons de familles dans nos lycées français à l'étranger, c'est un atout pour l'avenir de leurs enfants.»* Le premier de ces instituts a été inauguré début janvier par Olivier Brochet, directeur de l'AEFE à Dakar, au Sénégal. ◆

MISSION LAÏQUE FRANÇAISE (MLF)

«Développer de nouveaux partenariats»

À peine arrivé et déjà dans le grand bain ! Nommé directeur général de la Mission laïque française mi-janvier, Jean-Marc Merriaux a eu à peine le temps de déballer ses cartons. Entre la crise du Covid-19 et l'objectif « Cap 2030 » il n'a pas chômé. Cet avenir passera, selon lui, par des formes de partenariats inédites.

© DR

▲ Assemblee générale de la Mission laïque Côte d'Ivoire, Lycée international Jean-Mermoz, février 2022.

Il y d'abord eu la fin de la crise du Covid-19, que Jean-Marc Merriaux a vécue de l'intérieur, étant alors directeur du numérique au ministère de l'Éducation : *« D'après l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, que ce soient les parents d'élèves, les chefs d'établissement ou les enseignants qui ont été amenés aussi à assurer ces cours en distanciel, la Mission laïque française a plutôt reçu des satisfecit au vu de la façon dont elle a géré cette crise. Cela nous a permis aussi de mettre en avant l'ensemble de la culture numérique déjà présente au sein de l'association. »* Jean-Marc Merriaux connaît d'ailleurs bien le sujet de par ses précédentes fonctions qui l'ont amené à accompagner la Mlf sur les enjeux du digital. *« Aujourd'hui,* témoigne-t-il, *la Mission laïque française est devenue une association innovante qui a la capacité de s'adapter aux situations les plus extrêmes. Nous sommes armés et cela a permis d'avancer sur un dispositif qui me tient particulièrement à cœur: tout ce qui est en lien avec la collaboration.»*

Selon M. Merriaux, en effet, les établissements qui s'en sont le mieux sortis pendant la pandémie sont ceux dont les équipes pédagogiques avaient mis en place des dispositifs garantissant cette collaboration. Or, la Mlf a mis en place très tôt des communautés d'apprentissage métiers sur le Forum pédagogique, sa plateforme numérique, afin d'assurer cet aspect collaboratif et échanger les bonnes pratiques. *«On voit bien que cette culture du collaboratif est vraiment un point très fort de la Mission laïque française»*, insiste M. Merriaux. Ainsi, au 30 juin 2021, près de 3 000 personnels étaient inscrits sur la plateforme (pour 33 390 inscriptions à des formation) soit près de 74% des personnels du réseau mlfmonde.

Opérateurs locaux

L'association a désormais les yeux fixés vers le « Cap 2030 » fixé par le chef de l'État, à savoir l'objectif de doubler les effectifs des lycées français à l'étranger d'ici huit ans. *«Nous allons y prendre toute notre part,* assure M. Merriaux. *C'est une perspective ambitieuse. L'objectif, pour nous, va être de penser de nouvelles formes de partenariats car ce n'est pas seulement en créant des établissements que nous allons relever ce défi-là, mais en nous appuyant surtout sur des opérateurs locaux très forts. »* Et de citer le cas de l'Égypte où la Mlf travaille main dans la main avec des acteurs économiques qui ont choisi de prendre le risque de construire un bâtiment pour ouvrir une école française. Ils ont confié à la Mission laïque française un mandat de gestion totale, à la fois sur la dimension financière et pédagogique de l'établissement. *« C'est vraiment cette dimension-là que nous cherchons à mettre en place,* plaide M. Merriaux, *construire de nouvelles formes de partenariats avec de nouveaux acteurs en s'appuyant sur les réseaux locaux. Notre approche est d'identifier des zones de développement fortes et d'enrôler dans nos équipes des développeurs en capacité d'accompagner ces projets.»*

> **« CETTE CULTURE DU COLLABORATIF EST VRAIMENT UN POINT TRÈS FORT DE LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE. »**
> *JEAN-MARC MERRIAUX*

L'Égypte fait partie d'un territoire aujourd'hui intéressant pour l'association car elle y est déjà implantée et y constate une dynamique très importante. Au-delà de ces nouveaux types de partenariats, la Mission laïque française cherche aussi à faire évoluer certains modèles existants, explique M. Merriaux : *«Nous regardons notamment vers le Maroc, à travers l'OSUI (Office scolaire universitaire international), un réseau essentiellement constitué d'établissements en pleine responsabilité. »* En Afrique subsaharienne, la Mlf essaie enfin de lancer de nouvelles initiatives depuis sa « pointe avancée » d'Abidjan avec une approche de développement en Côte d'Ivoire, mais aussi au Gabon. ◆

LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE : 120 ANS D'UNE PÉDAGOGIE LAÏQUE AU SERVICE DE L'ÉDUCATION DANS LE MONDE

Une Mission : l'enseignement français à l'étranger

Association à but non lucratif, la Mission laïque française a conduit tout au long de son histoire une mission de service public dédiée à la scolarisation des jeunes Français dans le monde, et de rayonnement au service de la scolarisation des jeunes nationaux dont les familles choisissent de les former dans la langue et la culture françaises.
Le savoir-faire de l'association a 120 ans. Il s'appuie sur des équipes variées : personnels français détachés du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, personnels nationaux de recrutement local qui constituent la majorité des professeurs.
La finalité de l'École, c'est l'élève, un singulier dans un collectif. Les établissements du réseau mlfmonde, à travers la devise « deux cultures, trois langues » affirment leur identité pédagogique propre visant à nourrir et inspirer les équipes pédagogiques dans la conception de projets transversaux.

Une pédagogie : le partage des cultures au services de l'éducation

La Mlf développe une offre pédagogique à l'étranger et s'attache à la mettre en pratique et l'adapter dans des contextes culturels et linguistiques variés.
Les enseignements proposés sont conformes aux programmes définis par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.
Son identité pédagogique se décline sous trois axes :
- **S'exprimer :** La politique d'enseignement des langues occupe une place centrale dans les orientations pédagogiques du réseau mlfmonde. La langue française, principal vecteur des enseignements, est la clé des apprentissages. Sa maîtrise est étayée par la place accordée aux langues nationales des pays hôtes. Par ailleurs, l'anglais, langue internationale des échanges, ne peut être négligée. Le plurilinguisme des élèves est une richesse que les établissements cultivent. Il est aussi la marque d'une véritable éducation internationale.
- **Devenir citoyen :** Préparer les élèves à devenir des adultes responsables, ouverts et éclairés, porteurs des valeurs humaines universelles que promeuvent la France et le réseau mlfmonde. C'est une véritable éducation à la citoyenneté que proposent ses établissements, un apprentissage de la responsabilité sociale qui revient aux élèves.
- **Construire son autonomie :** L'acquisition progressive des compétences d'aptitude à la communication et la promotion d'une citoyenneté ouverte et active sont nourries du développement de l'autonomie de tous les élèves. Le numérique en est devenu un instrument privilégié. Ses usages sont des outils au service d'une pédagogie de projet favorisant une construction autonome des apprentissages et une véritable capacité de jugement.

Les centres de développement professionnel de la Mlf : se former pour construire l'avenir

Ouvert en 2020, les centres de développement professionnel (CDP Pierre-Deschamps) à Rabat (Maroc) et à Abidjan (Côte d'Ivoire), proposent un large choix de formations certifiantes ou diplômantes reconnues à l'international pour les métiers de l'éducation.
Des partenariats avec des universités (Lille, Caen, Créteil, Laval au Canada), des fondations (La main à la pâte), des organisations centrées sur la recherche (le CRI, le Grene Monde, DULALA...) permettent de développer une offre de formation fondée sur la recherche, l'investigation et l'innovation pédagogique.
Participer au projet de développement professionnel du réseau mlfmonde s'est se donner la possibilité de comprendre et d'incarner sa philosophie : le partage, la recherche et une cohésion de travail à échelle internationale. En d'autres termes, l'association conçoit la formation d'une part comme un élément fondamental de la culture commune qui doit animer les personnels, d'autre part comme le produit d'un réseau de compétences fondé sur l'initiative, le partage et la collaboration entre pairs.
Se former avec le réseau mlfmonde s'est aussi se donner un objectif de carrière professionnel : intégrer l'un de ses établissements privés à travers le monde.
Pour plus d'informations www.mlfmonde.org

© insta_photos

ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Le CNED voit l'avenir en grand

De l'art de faire de nécessité vertu. Le Centre national d'enseignement à distance a profité de la crise du Covid-19 pour redimensionner et affûter ses outils numériques. Dans le monde qui vient, le CNED entrevoit un équilibre essentiel entre apprentissage en présentiel et cours à distance. L'agilité du réseau de l'enseignement français à l'étranger pendant la pandémie a déjà servi d'exemple et renforcé l'attractivité du système éducatif français.

Le CNED aura finalement traversé sans trop d'encombre la période Covid-19. *«Par définition, nous nous mobilisons dès lors que des élèves sont en situation d'empêchement,* rappelle Michel Reverchon-Billot, directeur général du CNED. *Pendant ces deux ans, nous avons simplement fait glisser un peu le curseur puisque ce ne sont pas des élèves qui étaient en situation d'empêchement, mais des établissements et des écoles. Ce qui a été nouveau, en revanche, c'est l'ampleur du phénomène et la nécessité d'une mobilisation rapide.»* En quatre semaines, le CNED a donc redimensionné sa plateforme internet baptisée «Ma classe à la maison». *«Le moment a été un peu dense pour nous,* reconnaît M. Reverchon-Billot, *mais cette période a aussi joué un rôle d'aiguillon pour nous amener à réagir toujours plus rapidement et plus efficacement.»* Au début de la pandémie, une expérimentation était en cours en Chine et au Vietnam où la crise avait déjà impacté les lycées français d'Asie. Ce dispositif a été ensuite déployé à plusieurs millions de d'élèves et de familles. *«Mais comme pour tous les établissements et toutes les organisations publiques et privées de ces dernières années,* ajoute M. Reverchon-Billot, *la plus grande évolution a été de mettre la quasi-totalité de nos agents en télétravail, sur un délai très court, autour d'une semaine.»*

Capacité à réagir

La crise passée, ou en voie de l'être, le CNED se tourne maintenant vers le «Cap 2030» fixé par Emmanuel Macron, à savoir un doublement des effectifs dans les lycées français de l'étranger. *«Nous y avons toute notre place, le CNED est déjà très proche et en appui des réseaux, que ce soit l'AEFE ou la Mission laïque française (Mlf),* insiste M. Reverchon-Billot. *Notre rôle est de renforcer l'attractivité de l'enseignement français à l'étranger. La réussite de la plateforme «Ma classe à la maison» pendant la pandémie a renforcé la crédibilité du réseau et sa capacité à réagir rapidement en situation de crise, mais aussi dans la durée.»* La plateforme n'est plus accessible aujourd'hui depuis l'étranger, mais le CNED affirme avoir trouvé des solutions cousues main pour le lycée français de Singapour face à des situations particulières. *«Nous sommes également tout à fait aptes à répondre*

▲ Michel Reverchon-Billot.
© Alain Monfaufier

à des enjeux qui pourraient concerner l'Ukraine en proposant à l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) d'inventer des dispositifs qu'elle pourrait mettre en place», précise M. Reverchon-Billot.

Établissement augmenté

L'autre point capital, selon lui, pour rendre les établissements encore plus attractifs, est toute la capacité du CNED à proposer des langues à faible diffusion : *«Si un élève scolarisé dans un établissement du réseau souhaite apprendre une langue peu enseignée et qui n'existe pas dans l'établissement où il est scolarisé, il peut tout à fait l'apprendre avec nous à distance. Cet apprentissage sera intégré à son parcours.»* Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a d'ailleurs sollicité le CNED pour établir une carte des spécialités en première et terminale de manière à ce que tout élève, dans n'importe quel lycée en France, puisse choisir sa scolarité, qu'elle soit disponible ou non en présentiel dans son établissement. L'offre a aussi été proposée aux établissements de l'AEFE. *«Ils s'en sont emparés,* s'enthousiasme M. Reverchon-Billot, *puisque dans un certain nombre de lycées, selon la taille même de l'établissement, toutes les spécialités ne sont pas représentées. Le CNED apporte finalement de la valeur ajoutée et crée un genre d'établissement augmenté en appuyant les cours en présentiel de dispositifs à distance.»*

Les résultats d'une récente enquête d'opinion ont d'ailleurs montré que l'appétence des parents pour la formation à distance était de plus en plus affirmée et qu'eux-mêmes demandaient davantage d'enseignement à distance dans le cursus de leurs enfants.

Renforcer l'influence française

L'objectif du chef de l'État est donc à la fois d'augmenter le nombre des élèves inscrits dans les lycées français à l'étranger, mais aussi de renforcer l'influence française en terme de promotion linguistique. *«Le CNED est très présent sur ces deux dimensions,* détaille M. Reverchon-Billot. *La première est historique, car nous sommes un acteur essentiel de la formation initiale et continue des enseignants et des étudiants en français langue étrangère (FLE). Cela représente pour nous une activité essentielle puisque l'année dernière, nous avons compté 4 585 inscrits au dispositif, dont plus de la moitié à l'étranger.»* Il existe au total trois parcours de formation complémentaire distincts, mis en œuvre en partenariat avec France Éducation International (FEI), l'Alliance française de Paris et l'Université Grenoble-Alpes. Le CNED permet aussi à de nombreux étudiants de se préparer aux certifications en français langue étrangère (DELF, DALF). *« Par cet axe-là, nous sommes également un acteur majeur du développement de la francophonie»*, note M. Reverchon-Billot.

> « NOTRE RÔLE EST DE RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER. »
> MICHEL REVERCHON-BILLOT

Des BTS français à l'étranger

Le CNED souhaite enfin envisager le français, non pas seulement comme une langue de culture et de communication, mais aussi comme la langue de l'employabilité. *« En voyageant à l'étranger, on se rend rapidement compte que même dans les pays francophones, dès qu'on quitte les capitales, la pratique du français est de plus en plus aléatoire, notamment auprès de la jeunesse qui perd de plus en plus notre langue au profit soit de langues vernaculaires, soit de l'anglais,* constate M. Reverchon-Billot. *Je suis persuadé que si nous parvenons à faire comprendre à de jeunes étrangers francophones qu'en parlant français il est possible d'avoir du travail, nous réussirons alors à élargir le spectre de ceux qui souhaitent se réinvestir dans notre langue.»*

Parmi les projets à l'étude, le lancement d'une expérimentation de formation et d'organisation d'examens de BTS dans des centres étrangers, en partenariat avec l'AEFE, est particulièrement prometteuse. *«Nous avons déjà essayé avec le CAP,* précise-t-il, *mais on sent que la demande est davantage sur un niveau bac+2 avec des formations diplômantes courtes de techniciens et de cadres intermédiaires. Nous sommes en train de lancer l'opération sur les BTS commerce international, tourisme et gestion des petites et moyennes entreprises, via une formation à distance totalement en français.»*

Cette demande émane tout à la fois d'entreprises implantées localement que d'étudiants qui n'ont pas forcément le projet ou les moyens nécessaires d'une poursuite d'études en France. Le CNED est donc chargé de piloter cette expérimentation de formation et d'organisation des épreuves certificatives de trois BTS (commerce international, tourisme, gestion de la PME) en s'appuyant sur des établissements de l'AEFE. *« Ces derniers seront des centres d'examen pour les inscrits dans les pays concernés et proposeront des services d'accompagnement aux cours du CNED (remise à niveau disciplinaire, méthodologie,* soft skills*...) et/ou serviront de lieux connectés proposant un coaching organisationnel et motivationnel aux étudiants»*, conclut le directeur général du CNED. ◆

FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONAL

Au service de l'éducation, de la formation et de la langue française en Europe et dans le monde

Créé en 1945 sous le nom de Centre international d'études pédagogiques, France Éducation international est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

Ses missions s'inscrivent dans le cadre des priorités du gouvernement en matière de coopération internationale. L'établissement coordonne ou accompagne les actions des opérateurs du ministère ainsi que celles des partenaires autour de projets éducatifs à l'étranger. Il est un acteur de premier plan de la francophonie en Afrique et adopte une démarche de co-construction avec les institutions éducatives des pays bénéficiaires, conduit des projets d'expertise et propose des formations sur mesure. Enfin, France Éducation international agit pour faire de la France une référence internationale en matière d'éducation, en s'appuyant sur les comparaisons internationales.

Un premier domaine d'activité de FEI concerne la coopération dans les domaines de l'enseignement scolaire, de la formation technique et professionnelle et de l'enseignement supérieur. L'opérateur est engagé dans la diffusion d'une éducation de qualité pour tous, facteur d'émancipation individuelle, de croissance durable et de réduction des inégalités, conformément à ses valeurs, notamment de solidarité avec le Sud.

FEI se mobilise pour défendre l'éducation à la tolérance et promeut une citoyenneté intégrant le respect de la différence. La participation de l'établissement au projet GATE (*Gender awareness and transformation for equality**) en est l'illustration. Lancé en décembre 2019 et financé par l'Union européenne, ce projet a pour objet d'inventorier et de mutualiser les initiatives développées dans les écoles primaires bulgares, danoises, espagnoles, finlandaises et françaises, en vue d'instaurer une culture de l'égalité et de la coopération entre filles et garçons, mais aussi de proposer des recommandations aux décideurs politiques. Le projet se clôturera en novembre 2022.

FEI apporte également une réponse aux grands défis éducatifs actuels (améliorer l'employabilité des jeunes, développer les compétences de vie, soutenir les réformes en éducation) et mène des projets visant à former les enseignants et cadres éducatifs. A titre d'exemple, FEI est partenaire du projet EQUIP (*Education quality improvement program in Sudan***) dont le deuxième volet s'est ouvert en juin 2021 pour une durée de trois ans. Mis en œuvre par Expertise France, ce programme a pour objectif de renforcer la qualification des enseignants de l'éducation de base au Soudan. FEI apporte son expertise technique au développement de ce projet en matière d'éducation et de formation à l'international.

FEI vient également en appui à l'enseignement du et en français dans le monde, par la formation de formateurs et de cadres éducatifs ainsi que par la certification en langue vivante.

En premier lieu, FEI soutient les politiques publiques en faveur du français notamment viades projets sur Fonds de solidarité pour des projets innovants (FSPI) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Sur la période 2021-2022, des interventions ont ainsi été déployées dans le cadre de 6 projets FSPI : Colombie, Equateur, Pérou, Amérique centrale, Tunisie et Afrique du Sud. Il convient de signaler en outre le lancement d'un important projet de soutien à l'extension du français langue vivante 2 en Égypte, financé par l'Agence française de développement (AFD), et pour lequel FEI est chef de file d'un consortium qui associe Réseau Canopé et l'Institut français d'Égypte.

FEI accompagne en outre les professionnels de l'enseignement du et en français à travers une offre de formation plurielle, récemment déclinée en format numérique afin de s'adapter au contexte sanitaire. L'université BELC numérique hiver 2022 a ainsi enregistré un nombre de stagiaires record avec 232 participants, issus de 29 nationalités et représentant 44 pays. Des BELC régionaux sont également au programme en 2022, en Uruguay, en Côte d'Ivoire, en Espagne ou encore en Thaïlande et témoignent d'une reprise de l'activité un peu partout dans le monde.

L'unité expertise du département langue française de FEI accompagne les établissements d'enseignement de l'AEFE pour obtenir le **Label FrancEducation**. Créé en 2012, ce label est attribué par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères aux filières d'excellence bilingues francophones d'établissements locaux proposant un enseignement renforcé de la langue française et d'au moins une discipline non linguistique en français, conformément au programme officiel du pays d'accueil.

FEI assure également un soutien continu aux établissements bilingues francophones. En effet, en 2021, les experts de FEI sont intervenus dans 25 actions de formation et d'expertise en faveur d'un appui au développement de l'enseignement bilingue.

L'année 2021 marque également le développement du site **Le** fil plurilingue, qui propose des ressources de qualité, prêtes à l'emploi, et accessibles gratuitement. Le développement de projets communs avec

RESSOURCES ET PUBLICATIONS

• LIRE

Le Laboratoire d'innovation et de ressources en éducation (LIRE) développe des collaborations de plus en plus étroites avec tout l'écosystème du numérique éducatif français – l'EdTech – et participe à la promotion internationale de l'offre numérique française à travers France EduNum international. Il gère par ailleurs un fonds documentaire d'actualité sur les politiques éducatives et de référence en français langue étrangère et propose un catalogue de ressources documentaires sur le portail Liseo (https://liseo.france-education-international.fr).

• REVUE INTERNATIONALE D'ÉDUCATION DE SÈVRES

La Revue internationale d'éducation de Sèvres est une revue comparatiste, qui s'intéresse à des thématiques éducatives faisant l'objet de débats dans le monde. Editée par FEI, elle publie en langue française trois numéros par an pour un public de responsables et d'acteurs de l'éducation, d'universitaires et de chercheurs en sciences de l'éducation. Le dernier numéro, « (S)'éduquer par l'engagement », paru en janvier 2022, étudie le rapport entre éducation, citoyenneté et engagement des jeunes, en France et à l'international.

les partenaires du FIl, tels que l'ADEB (Association pour le développement de l'enseignement bi-plurilingue) ou TV5MONDE, fait partie des priorités de l'équipe.
FEI assure la gestion administrative et pédagogique d'une gamme de certifications en français langue étrangère pour le compte du ministère de l'éducation nationale : le DILF, le DELF, le DALF et le TCF. Il propose en outre le test de positionnement Ev@lang qui évalue le français, l'anglais et l'arabe. En raison du contexte sanitaire, les sessions d'examen ont été suspendues temporairement en 2020 mais ont progressivement repris. L'année 2021 a été très riche pour les examens et tests de FLE et de langues étrangères de FEI. A titre d'exemple, les centres de passation du TCF ont enregistré un nombre record de candidats : plus de 219 000 candidats ont été inscrits dans les 10 629 sessions organisées au sein du réseau de FEI de 763 centres agréés dans le monde.
2021 a aussi été l'année du lancement de l'application APPRENDRE-EV@LANG. Développé en partenariat avec l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), ce test aide les enseignants du primaire, du secondaire et les superviseurs pédagogiques des 23 pays du programme « APPRENDRE » à situer leur niveau en langue française.
Enfin, FEI agit en faveur de la mobilité internationale. Afin d'accompagner l'ouverture internationale de la politique éducative française, l'établissement met en œuvre plusieurs programmes de mobilité à destination des lycéens, des étudiants et des enseignants. Dans ce domaine, le retour à la situation antérieure à la pandémie se confirme. Près de 3 500 assistants de langues vivantes étrangères, issus de 66 pays, sont en poste en France depuis le 1er octobre 2021. De même, plus de 1 300 assistants de langue française sont partis vers 23 pays.
Avec le centre ENIC-NARIC France, FEI assure la reconnaissance des diplômes étrangers. Il délivre des attestations de comparabilité ou de reconnaissance de périodes d'études. Celles-ci facilitent la lecture des parcours académiques étrangers dans le cadre notamment d'une recherche d'emploi ou d'un projet de poursuite d'études. Il renseigne également particuliers et institutions sur la reconnaissance des diplômes étrangers en France et français à l'étranger. En 2021, le centre a connu une augmentation inédite de ses activités avec notamment une croissance de plus de 50 % du nombre de demandes d'attestation de comparabilité de diplômes par rapport à 2020. FEI accorde une attention particulière à la reconnaissance des diplômes des personnes réfugiées en France, notamment dans le contexte du conflit ukrainien.

• Pour plus d'informations
www.france-education-international.fr
**** Sensibilisation au genre et transformation pour l'égalité.***
***** Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation au Soudan.***

FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONAL

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Odyssey s'installe dans le paysage

Fondé en 2017, le jeune réseau d'éducation française et internationale a traversé la crise du Covid-19 en poursuivant sa croissance et en développant son offre pédagogique.

© DR

Malgré les effets de la pandémie mondiale, son vice-président et cofondateur Jonathan Derai estime que le groupe a fait preuve de réactivité et d'une grande capacité d'adaptation : *«Dans chacune de nos écoles, nous avons su apporter une réponse de haute qualité. Grâce à notre maîtrise du digital et l'engagement de nos personnels, nous avons offert un véritable accompagnement personnalisé et une continuité pour toutes les classes, de la maternelle au lycée. Aujourd'hui, nous constatons que nos élèves ont poursuivi les progressions de manière tout à fait positive. D'ailleurs, à certains égards, ils ont développé des agilités d'apprentissage et d'interaction qui seront intéressantes dans l'avenir. De même, dans cette crise, nos enseignants ont renforcé leur culture numérique et leur capacité de communication avec les familles, deux sujets essentiels. Les coopérations, partages et innovations pédagogiques se sont multipliés dans tous les domaines : langage, projets scientifiques, pratiques artistiques, etc. Bref, le challenge a été relevé.»* À peine cinq ans d'existence et déjà une belle dynamique ! Europe, Asie, Afrique… à travers ses quinze écoles et lycées français (complétés par une école britannique en Egypte), Odyssey est désormais présent sur trois continents.

L'ACCORD-CADRE INÉDIT SIGNÉ AVEC L'AEFE À L'ÉTÉ 2021 EST UNE PREMIÈRE POUR UN GROUPE PRIVÉ D'ÉDUCATION.

Le groupe a créé certains de ces établissements (Casablanca, Bruxelles, Bucarest) et en a repris d'autres (Rome, Singapour, Bangkok, Anvers, etc.) avec la volonté d'accompagner leur développement pédagogique et la croissance de leurs effectifs.

Politique offensive

Pour Jonathan Derai, le plan Cap 2030 fixé par Emmanuel Macron, à savoir le doublement des effectifs des lycées français à l'étranger, est un objectif ambitieux qui fédère tous les acteurs du réseau : *«La dynamique donnée est la bonne. Dans un monde où la demande d'éducation internationale, en particulier anglo-saxonne, croît continuellement, si l'enseignement français veut garder une position forte il doit mieux s'adapter aux attentes des familles et aux nouveaux enjeux de l'éducation. Enseignement bilingue, personnalisation, parcours internationaux, satisfaction et confiance des parents, etc. Pour cela, les acteurs privés auront un rôle stratégique à jouer et c'est dans cet esprit qu'Odyssey a souhaité, au sein du réseau d'enseignement français, contribuer à l'élargissement de son offre éducative.»*

L'objectif fixé par l'Élysée repose à la fois sur le développement des réseaux traditionnels de l'enseignement français à l'étranger, notamment via les EGD (établissements en gestion directe), les lycées conventionnés, mais aussi de nouveaux partenaires et acteurs privés, quel que soit leur statut : associatif, commercial ou autre. Jonathan Derai souligne d'ailleurs que *«l'AEFE porte ce plan avec un esprit de coopération et de complémentarité entre tous les acteurs : publics, associatifs et privés».*

Pour porter cette volonté de développement, Jonathan Derai mentionne quelques-uns des projets stratégiques d'Odyssey dans les prochains mois : enseignement digital, développement professionnel des enseignants création du « Campus Odyssey » à Rome qui offrira un internat rénové sur un campus d'exception, une nouvelle IB, des holiday camps, etc.

Signe de son arrivée dans la cour des grands, cette année, le groupe Odyssey, présidé par l'ancien ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel, a conclu un accord-cadre inédit signé avec l'AEFE à l'été 2021, une première pour un groupe privé d'éducation. A travers ce contrat, Odyssey s'engage à garantir le respect des meilleurs standards de l'enseignement français à l'étranger et à mettre en avant à la fois ses valeurs éducatives, sa qualité académique et ses diplômes. ◆

ODYSSEY DONNE DE L'IMPULSION À L'ÉCOLE FRANÇAISE DE SAINT-PÉTERSBOURG

En septembre 2021, le réseau d'écoles françaises Scolae Mundi a été intégré au groupe Odyssey. L'occasion, pour ses établissements, dont l'école française de Saint-Pétersbourg, de se lancer dans de nombreux projets.

Depuis 2002, l'école française de Saint-Pétersbourg accueille les enfants de ses ressortissants installés dans capitale des tsars de Russie. En 2018, la structure est confiée à l'opérateur privé Scolae Mundi, qui compte sept établissements en Europe centrale et orientale. Trois ans plus tard, le réseau d'écoles françaises est finalement intégré au groupe Odyssey, groupe éducatif français d'enseignement scolaire qui accueille près de 2 000 élèves dans le monde. Pour l'école française de Saint-Pétersbourg, c'est un nouveau chapitre de son histoire qui s'ouvre. Avec, à la clé, la concrétisation de nombreux projets. En premier lieu, celui d'agrandir les capacités de l'établissement. Si l'établissement accueillait jusqu'ici les élèves de la première section de maternelle au CM2, avec Odyssey, le but est désormais de les accompagner, aussi, de la sixième à la terminale. Dès l'année prochaine, les 13 élèves de CM2 pourront commencer ensemble leur première année de collège. Avant cela, reste encore à *« recruter des professeurs » et « à trouver un nouveau bâtiment, pour accueillir la classe »*, détaille Fabrice Humann, directeur de l'école depuis septembre 2020. Des inspecteurs de l'Éducation nationale, chargés de délivrer l'homologation, doivent d'ailleurs se déplacer à Saint-Pétersbourg. *« Grâce à Odyssey, tout cela devient possible,* affirme-t-il. *Nous allons enfin pouvoir nous agrandir, et élargir notre offre pour les Français qui vivent ici. »* Pour ce faire, l'école pourrait à terme quitter le centre-ville – où il est impossible d'accueillir tous les élèves – et s'installer ailleurs.

Le français, le russe, et l'anglais

Dès la rentrée 2021, les 93 élèves de l'école pourront également bénéficier d'un programme bilingue. Aux cours en français s'ajouteront des séances d'anglais huit par semaines, et ce, dès la première année de maternelle. Une corde de plus pour les enfants de l'école, pour 80% d'entre eux russophones. *« À terme, en sortant de chez nous, la majorité des élèves sera trilingue. Cela fait partie des valeurs que nous souhaitons leur transmettre : l'ouverture sur le monde »,* indique Fabrice Humann.

Avec l'intégration à Odyssey, le directeur souhaite développer, en parallèle, d'autres projets pédagogiques. Objectif : pousser les élèves à s'engager. Aux côtés des travaux scientifiques et artistiques, Fabrice Humann a par exemple à cœur de promouvoir le sport à l'école, *« vivier de valeurs positives pour les enfants ». « Sur ce volet, l'intégration de notre école à Odyssey va nous permettre de passer à la vitesse supérieure »,* assure-t-il. Dans l'agenda de cet ancien professeur de l'académie de Strasbourg ? Lier partenariats avec des clubs de sports français de Saint-Pétersbourg et obtenir le label « Génération 2024 ». Et pourquoi pas, aussi, monter une équipe de football au sein de l'école, qui pourra disputer des tournois avec les autres établissements de la ville.

Pour plus d'informations https://odyssey.education

RÉSEAU CANOPÉ

Accompagner la transformation de l'école en France et à l'international

Opérateur historique de l'Éducation nationale chargé de former les enseignants tout au long de la vie, Réseau Canopé a fait sa mue à l'occasion de la continuité pédagogique qu'il a fallu déployer en réponse aux confinements successifs.

Avec 101 ateliers en France et 1 260 collaborateurs, Canopé développe des solutions hybrides au service du monde éducatif. Tout est parti d'un travail d'observation, au début de la crise du Covid-19, détaille Marie-Caroline Missir, directrice générale de Canopé, nommée elle-même quinze jours avant le début de la pandémie : *« Nous avons été très attentifs à ce qui se passait sur les réseaux sociaux, sur les échanges entre enseignants et nous nous somme dit très rapidement qu'il manquait un agrégateur de tous les contenus, avec les ressources pédagogiques nécessaires. Nous avons donc basculé toute notre offre de formation entièrement à distance sur Canotech, avec des modules et des webinaires, sur des formats volontairement courts parce que les enseignants n'ont pas toujours le temps de se former. »* Ces programmes restent accessibles aujourd'hui, en direct ou en replay. Ainsi était née l'idée de Canotech, un canal de formation lancé dès mars 2020 sur Internet. Depuis, près de 200 000 profs ont été séduits par ce modèle de formation inédit.

« Nous intervenons aussi physiquement, précise aussi Mme Missir, car *la particularité de Canopé est d'avoir des ateliers de proximité dans chaque département, en métropole et outre-mer, où l'enseignant peut venir se former en présentiel auprès de nos médiateurs. »* Ces modules s'articulent autour de plusieurs thématiques comme les métiers de l'humain, l'accompagnement des élèves en difficulté (remédiation), ou encore l'hybridation et le numérique éducatif : comment réinventer sa façon de faire classe dans des conditions dégradées ou à distance.

▲ Marie-Caroline Missir.

© Florence Levillain

Développement professionnel des enseignants

Réseau Canopé est partenaire de l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) sur un de ses projets phares, baptisé «e-inspé». L'idée est d'accompagner chaque enseignant dans son développement professionnel dès le début de sa carrière. Canopé porte le projet aux côtés du Secrétariat général pour l'investissement, de la Dgesco et du réseau des Inspé. Cet institut de formation des professeurs en ligne permet, dès cette année, de concevoir des formations initiales ainsi que pour les enseignants débutants et contractuels. Ce projet est aussi développé en partenariat avec le CNAM, Synlab, le CNED, France Éducation international et l'Onisep. *«C'est une plateforme de formation à la fois initiale et continue des enseignants,* précise Mme Missir. *Nous travaillons avec l'AEFE sur des modules de formation à distance, selon leurs besoins, de préparation aux examens, par exemple.»*

« Notre intervention internationale et notre accompagnement des élèves qui apprennent en français dépassent le cadre de l'AEFE, explique encore Mme Missir. *Nous sommes sollicités par les postes diplomatiques dans plusieurs pays, au Liban, en Égypte ou au Maroc, et par les grands bailleurs internationaux comme l'Unesco avec qui nous opèrons un grand programme dans dix pays d'Afrique de l'Ouest.»* Réseau Canopé collabore notamment avec le ministère marocain de l'Éducation, du Préscolaire et des Sports (MENPS) afin de produire des contenus d'enseignement destinés à améliorer l'enseignement en langue française des matières scientifiques dans les sections internationales au niveau lycée. Des projets sont aussi développés avec les Instituts français comme au Caire ou à Dubaï en marge de l'Exposition universelle. Enfin, certaines productions à destination du grand public sont très appréciées des familles et des enseignants expatriés (comme les « Fondamentaux »), proposées dans différents contextes éducatifs internationaux. ◆

www.reseau-canope.fr/qui-sommes-nous.html
www.reseau-canope.fr/actualites/actualite/canotech-presente-la-nouvelle-version-de-son-site.html
https://lesfondamentaux.reseau-canope.fr/international

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

RESEAU-CANOPE.FR
CANOPÉ
RÉSEAU DE FORMATION DES ENSEIGNANTS

Partout à travers le monde, Réseau Canopé est aux côtés des écoles qui enseignent en français

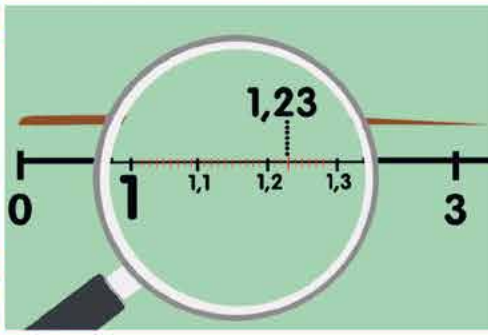
Formation des enseignants

Ressources pédagogiques

Solutions documentaires...

Retrouvez une de nos ressources pour les familles et les enseignants à l'**international**

les **fondamentaux**



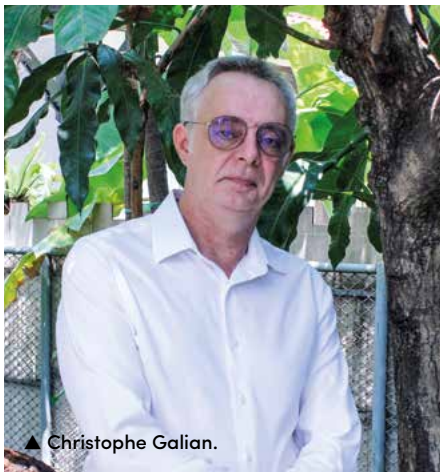
Plus de renseignements sur **lesfondamentaux.reseau-canope.fr/international**

Plus de ressources sur **reseau-canope.fr**

PETITE ENFANCE

Le groupe Acacia consolide ses écoles et vise le Cap 2030

Présent en Thaïlande, au Vietnam et au Cambodge, le réseau scolaire Acacia figure parmi les acteurs importants en Asie du Sud-Est dans le domaine de la petite enfance francophone.



▲ Christophe Galian.

Photos © DR

Acacia a été fondé en 2008 à Bangkok par deux professionnels de l'enseignement français à l'étranger, Christophe et Eugenia Galian. Le réseau scolaire compte à ce jour quatre crèches et écoles maternelles, et a des projets d'ouverture dans d'autres pays clés de cette région très dynamique. Après le succès rencontré dans la capitale thaïlandaise par leur concept de programmes bilingues français-anglais basés sur le curriculum de l'Education nationale, Christophe Galian a décidé en 2017 que cette belle aventure pédagogique et humaine méritait de prendre son envol vers d'autres contrées. Une école est ainsi née en 2018 à Hanoï, puis en 2020 une autre à Phnom Penh, issue de la fusion avec l'établissement francophone le plus ancien de la ville, Tchou-tchou. Christophe Galian ne cache pas que la crise du Covid a été dure, mais, Acacia a fait preuve de flexibilité pour passer la tempête, et le réseau s'apprête aujourd'hui à revenir plus fort ! *« Depuis deux ans, nos écoles ont subi la crise qui s'est accompagnée de périodes successives de fermeture des écoles dans chacun des pays où nous sommes présents »,* admet le Français expatrié en Asie de longue date. *« Heureusement, nos équipes ont mis en place un dispositif d'accompagnement pédagogique le plus adapté possible aux besoins de nos très jeunes élèves, mais il faut reconnaitre que cela ne saurait en aucun cas remplacer une scolarité en présentiel »,* dit-il. Et de poursuivre : *« Nos écoles de Bangkok et de Phnom Penh ont pu rouvrir en novembre dernier, et même si les effectifs ont baissé par rapport à 2019, nous sommes ravis de revoir progressivement de nouvelles familles arriver. Nous remontons progressivement la pente »,* se réjouit-il. *« À Hanoï, en revanche, la situation est plus délicate. Les écoles sont fermées depuis bientôt un an et nous ne savons toujours pas si nous allons avoir l'autorisation de rouvrir prochainement. »*

Opportunités dans la crise

« Au-delà des difficultés rencontrées, cette crise aura été une source d'opportunités, explique M. Galian, *cela nous aura permis d'acquérir en novembre un très bel établissement scolaire anglophone à Bangkok, l'école internationale Bright Skies, et ainsi d'agrandir notre établissement du quartier Sukhumvit. Nous travaillons en ce moment à l'acquisition d'une autre structure dans une autre mégapole asiatique. »* Christophe Galian voit l'avenir de son réseau grandissant avec optimisme, et il souhaite l'inscrire dans le défi du « Cap 2030», l'objectif fixé par le chef de l'État d'un doublement d'ici huit ans des effectifs des écoles et lycées français à l'étranger. *« Lorsque j'ai eu connaissance de cette impulsion que notre président souhaitait donner aux écoles françaises à l'étranger, j'ai compris que c'était le bon moment pour nous d'intégrer le réseau AEFE, et nous nous sommes donc tournés vers le Service d'appui et du développement du réseau (SADR) »,* explique-t-il. Le SADR a été créé en 2018 par l'AEFE dans le cadre du plan « France 2030». Une équipe d'experts accompagne des investisseurs publics ou privés qui veulent développer une offre d'enseignement conforme aux programmes scolaires français.

« Je suis allé à Paris il y a un an et demi pour signer des conventions pour les quatre écoles Acacia, détaille M. Galian. *Cela nous permet depuis de bénéficier d'un accompagnement de grande qualité. Grâce à cette expertise et ce soutien, nous construisons notre dossier en faisant les adaptations nécessaires pour que le mode de fonctionnement de nos écoles maternelles corresponde au mieux aux demandes de l'Education nationale »,* se réjouit-il avant d'ajouter : *« J'ai le sentiment parfois que ce service a été créé sur mesure pour des structures privées comme la nôtre. »* Christophe Galian espère qu'avec le soutien du SADR, les écoles Acacia pourront être homologuées d'ici 2023 afin que la vitalité du groupe s'inscrive pleinement dans la dynamique voulue par le Président pour 2030. ◆

acacia

Groupe Scolaire
ACACIA EDUCATION

CRÈCHE, ÉCOLE MATERNELLE BILINGUE

Eveil : 1 à 2 ans **Horizon :** 2 à 3 ans
Envol : 3 à 4 ans **Petits Voyageurs :** 4 à 5 ans
Globetrotteurs : 5 à 6 ans

Basé sur les programmes de l'Education nationale française, nos enseignements visent à former de vrais petits bilingues, en français et en anglais, tout en leur permettant de développer leur créativité, leur autonomie et une ouverture sur le monde.

Nos établissements sont des lieux de vie sécurisés et accueillant pour nos élèves afin de préserver leur bien être, de susciter le plaisir d'apprendre et de développer leur estime de soi.

www.centre-acacia.com

Tel : (+66) 84 136 1133 (Christophe Galian)
Email : contact@centre-acacia.com

BANGKOK

4/2 Soi Prasat Suk, Yen Akat Soi 2
11 Ekkamai Soi 6, Sukhumvit 63

HANOI

223 Âu Cơ, Hồ Tây

PHNOM PENH

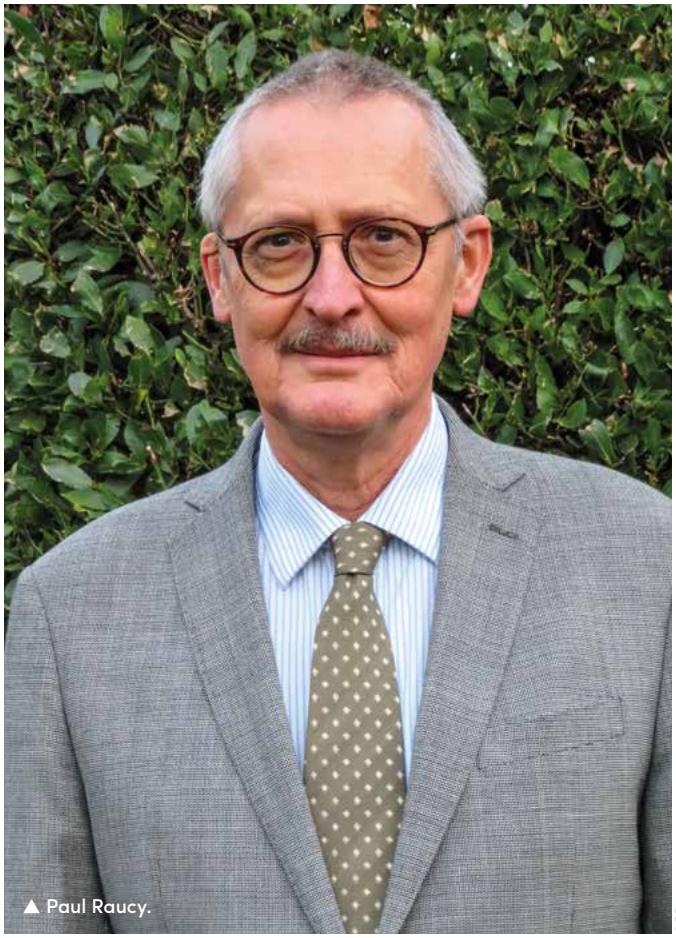
23 Abdul Carime Street, Street 21

MOYEN-ORIENT

L'Aflec en ordre de marche

L'Association franco-libanaise pour l'éducation et la culture (Aflec) gère plusieurs lycées français au Liban et dans les Émirats. Présentation de la structure avec son nouveau président, Paul Raucy.

À la tête de deux lycées français au Liban, à Beyrouth et à Tyr, et de trois autres aux Émirats, à Abu Dhabi et à Dubaï, l'Aflec est un acteur essentiel de promotion de l'enseignement français à l'étranger. Son nouveau président, Paul Raucy, affirme d'ailleurs que l'association a plutôt bien traversé la crise du Covid 19, grâce à sa culture déjà ancienne du digital : *« Les années 2010-2013 ont marqué à la fois le début de l'équipement systématique des établissements et l'entrée dans l'ère du numérique pour le réseau de l'Aflec : nos professeurs étaient donc déjà formés et cette culture partagée leur a permis de répondre très vite à l'obligation de l'enseignement à distance. »* Pendant deux ans, les élèves ont donc suivi leurs cours depuis chez eux, ou selon des modalités hybrides, et l'association se félicite d'avoir assuré une continuité pédagogique de grande qualité, reconnue tant au Liban qu'aux Émirats. *« Nous avons d'ailleurs bien l'intention de capitaliser sur les pratiques qui se sont développées pendant cette période,* poursuit M. Raucy, *de manière à transposer, dans l'enseignement en présentiel, certains des acquis de cette expérience. »* De fait, l'Aflec n'a pas perdu d'élèves durant ces deux années, elle en a même gagné quelques centaines aux Émirats, et le lycée de Tyr, au Liban, a augmenté notablement ses effectifs malgré une terrible crise économique et politique dont on n'aperçoit pas encore la sortie : *« La livre libanaise a perdu au moins quinze fois sa valeur par rapport au dollar,* rappelle M. Raucy, *ce qui a des conséquences dramatiques pour beaucoup de familles mais aussi pour les enseignants, et l'aide des donateurs potentiels est largement conditionnée à la mise en œuvre de réformes politiques qui restent encore incertaines. »*



▲ Paul Raucy.

© DR

« LES FAMILLES SONT ATTENTIVES À CE QUE LES ENFANTS SOIENT AMENÉS VERS L'AUTONOMIE. »
PAUL RAUCY

Plaisir d'apprendre

L'Aflec est donc en ordre de marche pour poursuivre la mise en œuvre du plan de développement de l'enseignement français à l'étranger voulu par le chef de l'État. *« Nous sommes persuadés que le développement ne peut se faire qu'en allant chercher des familles qui ont fait d'autres choix que celui de l'enseignement français, même quand elles sont francophones »,* assure Paul Raucy. Pour les expatriés qui passent une partie de leur vie professionnelle à l'étranger, il est en effet indispensable aujourd'hui d'avoir un haut niveau en anglais, d'où l'engouement pour les lycées anglo-saxons. Selon M. Raucy, les familles sont aussi davantage tournées vers le bien-être de leurs enfants : *« Elles sont attentives à ce que les enfants soient amenés vers l'autonomie, qu'ils soient plutôt invités au plaisir d'apprendre que contraints au travail. La valorisation de la participation des élèves, et de leur créativité, l'individualisation des apprentissages, c'est souvent dans les établissements anglo-saxons qu'elles vont les chercher, plutôt que dans un modèle français qui leur paraît plus austère. »*

L'Aflec a donc entrepris de se confronter aux Anglo-Saxons sur leur terrain en renforçant l'apprentissage de l'anglais, notamment par la création de sections internationales et de classes bilingue et en dispensant un enseignement plus ouvert aux activités expérimentales, aux projets, et faisant du bien-être des élèves un des axes forts de son projet pédagogique. *« Il ne s'agit pas seulement de faire aussi bien ou mieux que les Anglo-Saxons,* souligne M. Raucy, *mais aussi de conserver les qualités reconnues du modèle français, soit une exigence et une qualité académique qui vont au-delà de la dimension ludique et plaisante, pour construire une véritable compréhension et développer la réflexion des élèves. »* ◆

AFLEC : LE CHOIX D'UN MODÈLE HYBRIDE

Association à but non lucratif, l'AFLEC est née en 2000 d'un réseau d'amitiés franco-libanaises et de convictions partagées entre ses fondateurs, profondément attachés aux valeurs de la francophonie, à la laïcité et aux principes d'ouverture culturelle et de plurilinguisme de l'enseignement français à l'étranger. L'AFLEC gère, en étroite association avec le groupe Élite, qui est son opérateur administratif et financier, des établissements – tous homologués – à Beyrouth, Tyr, Dubaï et Abou Dabi.

Le meilleur des deux mondes

Le développement du réseau AFLEC répond à un constat : celui d'une concurrence croissante entre l'enseignement français à l'étranger et un modèle anglo-saxon qui ne laisse pas d'attirer de nombreuses familles francophones, séduites par la promesse d'une très bonne maîtrise de l'anglais et par des conceptions pédagogiques centrées sur la valorisation des élèves et leur bien-être. Soucieuse de répondre à ce défi, l'AFLEC développe un projet éducatif et pédagogique dont l'ambition est de faire aussi bien que les Anglo-Saxons en matière d'apprentissage de l'anglais et d'attention au *well-being* de chaque élève, tout en assurant, *à la française*, selon l'esprit de *La main à la pâte* de G. Charpak, un enseignement d'excellence sur les plans culturel, intellectuel et scientifique, et en veillant à une réelle appropriation des connaissances.

Un service assurance qualité

Pour faire en sorte que cette ambition se traduise concrètement dans les établissements, l'AFLEC, réseau à taille humaine, s'est dotée d'un service assurance qualité qui suit de près, sur la base d'une auto-évaluation des équipes complétée par des visites de terrain régulières et approfondies, la mise en œuvre d'un véritable projet pédagogique de réseau. Dans chaque établissement, la création d'un encadrement intermédiaire, composé de responsables de cycle et de niveau dans le premier degré, de coordonnateurs de champ disciplinaire et de responsables de niveau collège et lycée dans le secondaire, permet d'améliorer la qualité des enseignements et d'en garantir l'homogénéité, favorise le travail en équipe et les progressions communes, et assure l'équité des évaluations.

Un enjeu clé : la formation des personnels

Consciente de l'importance essentielle de la formation initiale et continue, l'AFLEC se donne les moyens d'assurer pour une large part celle de ses professeurs. Dès 2014-2015, au Liban, elle a élaboré en partenariat avec l'université de Clermont-Auvergne un diplôme universitaire « enseignement français à l'étranger », accessible aux enseignants de l'AEFE et de la Mission laïque française. Pionnière dans ce domaine qui constitue un enjeu-clé dans le développement de tout le réseau de l'EFE, elle enrichit son offre et l'adapte aux besoins, de manière à constituer une force de proposition dans le cadre des Instituts Régionaux de Formation que met en place l'AEFE. En matière de formation continue, l'AFLEC déploie également une action volontariste. La plate-forme FormAflec a notamment permis, sur la base du partage d'expérience et de compétences entre pairs, d'assurer, pendant les périodes critiques de la pandémie, une réelle continuité pédagogique, dont la qualité a été saluée au Liban comme aux Émirats arabes unis. Cet outil de formation propose désormais des centaines de contenus par an, en privilégiant les principaux axes du projet pédagogique de réseau : renforcement de l'apprentissage de la langue française, développement de la culture internationale et du bilinguisme, développement des usages du numérique, enseignement de sciences et pratique des activités scientifiques, respect de la culture du pays d'accueil et construction d'une citoyenneté du monde, pédagogie bienveillante, centrée sur l'activité et la motivation des élèves, ce dernier axe ayant un caractère transversal et concernant aussi bien l'organisation des établissements et la vie scolaire que les enseignements et les modalités d'apprentissage.

Pour plus d'informations
www.aflec-fr.org

AFLEC Association Franco-Libanaise pour l'Éducation et la Culture

globeducate
Shaping the world

PRÉSENTIEL OU DISTANCIEL

La formule gagnante de Globeducate

Il n'y a pas qu'en matière d'automobile que l'hybride fait des miracles. Propriétaire de plus de 50 écoles «en dur» en Espagne, en France, au Royaume-Uni, en Italie ou au Canada, le groupe espagnol d'éducation Globeducate mise aussi sur des cours à distance pour répondre aux besoins des Français de l'étranger.

▲ Marie-Laure Lelourec.

Photos © DR

Et comme l'union fait la force, Globeducate lance aussi «Cedre», un portail internet, regroupant de nombreuses informations sur l'enseignement à distance et présentant ses trois écoles: Hattemer Academy, le pendant en distanciel de la célèbre école privée parisienne, le Cours Legendre à distance et enfin le Cours Sainte-Anne. *«Nous avons traversé la crise du Covid-19 plutôt beaucoup mieux que les écoles présentielles partout dans le monde,* explique Marie-Laure Lelourec, directrice Enseignement à distance de Globeducate France, *d'une part parce que nos élèves n'ont pas eu de rupture de continuité pédagogique puisqu'ils apprenaient déjà que chez eux, et nous avons continué bien évidemment à offrir nos services et assurer les corrections des évaluations, comme au préalable. Tout étant dématérialisé au niveau des devoirs, ça n'a posé aucun problème de basculer en télétravail, nos correcteurs l'étaient déjà, les équipes du siège s'y sont également adaptées.»* Conséquence positive de la pandémie: les trois écoles du Cedre ont constaté pendant cette période une très forte augmentation des inscriptions, de l'ordre de 30% à 50% supplémentaires selon les écoles, entre mars 2020 et mars 2021, *«avec des familles qui, pour certaines, venaient du fait de la pandémie, mais pour une partie d'entre elles, qui ont choisi de rester parce qu'elles se sont rendu compte que c'était un mode d'enseignement qui, finalement, convenait très bien à leurs enfants et à leur mode de vie.»*

Devenir le site de référence

Pour l'avenir, Globeducate a donc lancé en janvier dernier la plateforme internet Cedre, comme «Collectif des établissements à distance responsables et engagés», une petite révolution pour le groupe: *«La plateforme a pour objectif de rendre accessibles les informations essentielles et les ressources nécessaires au choix d'un enseignement à distance,* détaille Mme Lelourec. *Nous souhaitons que ce portail devienne le site de référence de l'enseignement à distance du curriculum français.»*

Les Français de l'étranger sont évidemment concernés au premier chef: *«Si je déménage dans une ville qui n'a pas de proposition scolaire qui me convienne et que je veux que mon enfant suive l'école à distance parce que c'est ce qui nous convient le mieux, je peux l'inscrire dans une des trois écoles du Cedre.»* Chaque école propose et dispense ses propres programmes. *«Les parents s'informent d'abord sur Cedre-France.com et sont accompagnés par l'équipe admissions pour déterminer quelle école et quel programme leur conviendrait le mieux. Ensuite, en fonction de ce qui correspond à leurs attentes, ils s'inscrivent à tout moment de l'année, pour répondre notamment aux calendriers scolaires décalés en hémisphère Sud!»*

Le papier fait de la résistance

Certes, le travail à distance gagne tous les jours de nouveaux adeptes mais l'avenir ne s'écrira pas en tout numérique, tempère Mme Lelourec. Les supports de cours sont en effet envoyés sauf si l'option 100% numérique est choisie: *«Nous comptons encore beaucoup de familles très sensibles au support papier, en particulier pour les petites classes de maternelle et de primaire, d'autant plus que nos programmes sont calés sur le système français, et donc sur des modes d'évaluation et d'examens, brevet ou baccalauréat, qui nécessitent de rédiger sur papier. Nos élèves rédigent donc sur papier dans des conditions d'évaluation du même type que celles que vivent les enfants dans des établissements en présentiel. En revanche, nous proposons des cours en visio-conférence, que ce soit en cours individuel pour l'apprentissage des langues ou en cours collectifs en petits groupes pour le français et les mathématiques, qui sont très prisés par les élèves.»* ◆

L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER : AVANCÉES ET PERSPECTIVES

Durant la pandémie, en particulier durant l'année 2020, le réseau d'enseignement français à l'étranger piloté par l'AEFE a tenu le choc et a assuré un enseignement de qualité pour tous les élèves.

© AEFE / Anne Boulakia

Malgré les difficultés, aucun établissement n'a fermé, la mission pédagogique a été remplie, les personnels sont montés en compétence, grâce à la grande capacité d'adaptation des services centraux de l'Agence mais aussi des équipes sur le terrain, et ce dans un contexte très évolutif. En lien avec les personnels et communautés scolaires, l'AEFE a poursuivi les travaux initiés dans le cadre du plan de développement de l'enseignement français à l'étranger et du Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Agence.

De nouveaux outils numériques harmonisés et sécurisés

Un compte numérique personnel et une adresse de messagerie nominative ont été créés pour chaque agent, permettant l'accès aux applications et outils de façon simplifiée et personnalisée. Le nouvel Intranet collaboratif de l'enseignement français à l'étranger ORION est mis à disposition du réseau depuis septembre 2021. C'est une plateforme d'échanges entre tous les personnels, un outil de communication, de partage de bonnes pratiques, et de travail collaboratif unifié et sécurisé.

Les 16 Instituts régionaux de formation et l'application ATENA

Afin de garantir la promesse d'excellence faite aux familles et aux élèves, la formation des personnels du réseau est essentielle.L'AEFE a créé 16 Instituts régionaux de formation, devenus des établissements en gestion directe à vocation de formation suite au vote de la proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'AEFE et à créer les instituts régionaux de formation, à l'unanimité au Parlement. Une application dédiée, ATENA, a été développé par l'AEFE, simplifiant les usages et manipulations administratives. Le travail mené par les enseignantes et enseignants formateurs de l'AEFE et les cheffes et chefs d'établissement au sein des IRF et avec ATENA permettent un meilleur suivi du parcours de formation à tous les niveaux.

Le plurilinguisme et l'enseignement des langues

Le CAP2030 s'inscrit dans la stratégie pour la langue française et le plurilinguisme de la France. Au sein des lycées Français du monde, les élèves apprennent au moins 3 langues, et les établissements sont accompagnés par l'AEFE pour intégrer des dispositifs d'enseignement des langues. Sections européennes ou de langues orientales, PARLE développé par l'AEFE, ou encore les sections internationales, ces dispositifs sont particulièrement développés au sein de l'EFE, dès les plus petites classes. A la rentrée 2022, le réseau compte 271 sections internationales (contre 138 en 2018). La création du nouveau Baccalauréat français international en remplacement de l'Option internationale du baccalauréat permettra aux élèves de l'EFE de valoriser au mieux leurs compétences.

L'augmentation des effectifs

Les travaux de fond menés, l'engagement des personnels pour leurs élèves, et l'accompagnement de l'Etat par l'intermédiaire de l'AEFE durant la crise, ont permis de consolider le réseau et la confiance des familles dans les établissements, créant les conditions d'une reprise de l'attractivité des lycées français du monde. L'AEFE constate en janvier 2022 une augmentation de 2.2% des effectifs dans le réseau, de façon harmonieuse entre les trois statuts d'établissement. Cela correspond à de nouvelles inscriptions dans les lycées et l'arrivée de nouveaux établissements homologués, souvent accompagnés par les services de l'Agence (SADR). 552 établissements font partie du réseau.

Les rendez-vous de 2022

Les événements éducatifs, culturels et sportifs du réseau se sont poursuivis durant la pandémie, et l'AEFE espère un retour des événements « en présentiel » pour 2022. Ainsi, l'Orchestre des lycées français du monde et les Jeux internationaux de la jeunesse devraient être organisés à Madrid et à Bruxelles, dans le cadre de la Présidence française de l'UE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

aefe
Agence pour l'enseignement français à l'étranger

FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONAL

FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONAL

« Nous sommes repartis sur les chapeaux de roue»

Après un ralentissement très marqué de ses activités en 2020, surtout pour les certifications en langue française, l'organisme, qui intervient notamment en soutien à l'enseignement du/en français dans le monde, poursuit son développement.

Bien sûr, à l'instar de tous les autres acteurs du secteur, France Éducation international (FEI) n'a pas été épargné par ces deux années de pandémie. *« En mars 2020, nous avons été obligés d'arrêter toutes nos missions, littéralement du jour au lendemain,* se souvient Pierre-François Mourier, directeur général de FEI. *Frontières fermées, tout le monde en télétravail, il a fallu inventer une nouvelle manière de travailler. »* FEI avait heureusement conduit une numérisation très forte de ses outils au cours des deux années précédentes, pour les moderniser. Agile, l'organisme a adapté ses procédures en temps réel. *« Tous les ans, depuis des années, nous organisons par exemple sur le campus de l'Université de Nantes les universités BELC qui sont les universités du FLE (français langue étrangère),* explique M. Mourier. *Quatre cents à cinq cents formateurs de formateurs viennent de dizaines de pays du monde entier. En juillet 2020, c'était évidemment impossible d'organiser cela, donc en urgence absolue, nous avons inventé un campus numérique d'été. Même si rien ne remplace la présence physique, nous avons ainsi touché 27 000 personnes dans le monde entier. »*

▲ Pierre-Francois Mourier.

©DR

Une reprise généralisée

Au cours de l'année 2021 la tendance à la relance s'est vérifiée dans tous les domaines, et de manière spectaculaire pour les certifications en langue française : le TCF (test de connaissance du français) et les diplômes DELF-DALF. Ces certifications, perçues d'une certaine manière comme l'ADN de l'établissement, représentent réellement le moteur économique de FEI et lui permettent de parvenir à un excellent ratio d'autofinancement. *« L'année 2020 a été l'*annus horribilis *des certifications, avec une baisse évidemment considérable du nombre de DELF-DALF et de TCF dans le monde entier,* détaille M. Mourier. *Dans quasiment tous les pays, il y a eu fermeture des centres d'examen avec pour conséquence l'impossibilité pour les candidats de passer les tests ou les diplômes. Cela a représenté une perte financière très conséquente pour l'ensemble des acteurs. Mais une fois le gros de la crise passé, la reprise a été très forte, FEI est vraiment reparti sur les chapeaux de roue ! »* Ainsi, l'organisme est revenu à un niveau quasiment identique à celui d'avant la crise, et a même enregistré en 2021 un nombre jamais atteint de TCF.

Renforcer la formation

De quoi aborder de la meilleure manière possible le plan Cap 2030. L'opérateur souhaite y prendre toute sa part, aux côtés de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), qui vient de créer au 1er janvier de cette année 16 instituts régionaux de formation (IRF) qui contribueront à améliorer, aussi bien en quantité qu'en qualité, la formation de tous les personnels des plus de 550 établissements d'enseignement français à l'étranger. *« Si l'on veut doubler le nombre d'élèves, cela veut dire qu'il faudra augmenter le nombre de professeurs, d'abord recrutés localement, et renforcer leur formation »,* résume M. Mourier. FEI est ainsi prêt à s'impliquer dans ses grands domaines d'expertise, notamment la formation des enseignants en français langue étrangère et la certification en langues vivantes. *« On pourrait également mettre à profit le programme des assistants de langue, géré par FEI, pour venir en appui du réseau, en affectant des élèves-professeurs, durant leur scolarité, comme assistants de français dans nos établissements français à l'étranger »,* propose notamment M. Mourier. *« Cela fournirait une ressource précieuse aux établissements, tout en mettant ces futurs enseignants en situation d'enseignement en milieu pluriculturel, ce qui, sans nul doute, susciterait des vocations. »* ◆

LE CNED, UN ACTEUR INCONTOURNABLE À L'INTERNATIONAL

CNED
AU SERVICE DE TOUTES LES RÉUSSITES

Avec un peu plus de 20 000 inscrits à l'international, le CNED est le premier opérateur de la formation tout au long de la vie en Europe et dans le monde francophone.

Pour plus d'informations
www.cned.fr

En 2021, le CNED a encore renforcé ses liens avec le réseau de l'enseignement français à l'étranger en déployant notamment le dispositif de continuité pédagogique « Ma classe à la maison » pendant la pandémie ou en proposant des services numériques de soutien à leur enseignement. Il a aussi continué à s'affirmer comme un acteur important de la formation des professeurs et des étudiants en français langue étrangère (FLE), contribuant ainsi largement à la mise en œuvre du plan langue française et plurilinguisme.

Une double mission de service public partout dans le monde

Le CNED s'adresse à tous les publics, en France ou à l'étranger, quelle que soit leur nationalité. Il leur offre la possibilité de suivre à distance un enseignement scolaire ou supérieur français, ainsi que des formations initiales ou professionnelles.

Scolarisation à l'étranger :

L'offre du CNED permet de proposer des solutions adaptées à l'expatriation et à la scolarisation hors du territoire français
- Flexibilité de l'offre de scolarisation à distance : classes complètes et cours à la carte en cursus officiel ou parcours libre.
- Scolarité complémentaire internationale : pour les élèves français ou francophones qui souhaitent préparer une poursuite d'études dans le système éducatif français ou entretenir et développer un lien avec la langue et la culture françaises (enseignement à distance et en ligne de trois matières fondamentales françaises, en complément d'une scolarité locale).
- Numérique : formations de collège et de lycée disponibles au format numérique pour répondre aux usages en mobilité (tablettes, PC, smartphones, etc.) et aux besoins des établissements partenaires.
- Hybridation : formations scolaires en présence et à distance, dans le cadre de conventions de collaboration pédagogique, afin de soutenir et de développer le réseau des établissements à programme français de l'étranger.
- Partenariats : avec les établissements français de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et de la Mission laïque française (MLF), afin d'assurer la continuité de l'offre de scolarisation française dans tous les contextes y compris de crise majeure.

Formation tout au long de la vie

Le CNED permet aux publics étrangers et aux expatriés de préparer à distance des diplômes français, de se former et de compléter leur culture générale.
- Enseignement supérieur : membre adhérent de CampusFrance, le CNED contribue à la promotion des études supérieures françaises en proposant des cursus universitaires à distance.
- Français langue étrangère (FLE) : le CNED soutient le rayonnement de la langue française en formant les professeurs de français (diplôme d'aptitude à l'enseignement du français langue étrangère-Daefle, PROFLE+, cursus Fle) et les étudiants (Fle, préparation aux certifications Delf-Dalf, etc.).
- Formation continue : le CNED accompagne les expatriés français dans leur projet de carrière et les aide à préparer leur retour en France (concours, formation professionnelle, culture personnelle, etc.).

Une offre pour les publics francophones non scolaires

En plus d'accompagner les expatriés français dans leurs projets de formation ou de reconversion et de proposer des formations universitaires à distance, le CNED travaille à proposer des offres de formations qualifiantes visant à favoriser l'insertion professionnelle de publics francophones dans le tissu local d'entreprises.

Soutien à l'essor de l'enseignement français à l'étranger

Outre ses nombreux inscrits individuels, le CNED est un partenaire important de l'AEFE et la MLF. Pour soutenir la mise en œuvre de la réforme du baccalauréat dans les établissements gérés par ces opérateurs, le CNED a étendu son offre d'enseignements de spécialité, permettant à des établissements ne disposant pas de ressources humaines et d'effectifs d'élèves suffisants de proposer tout de même un large panel d'enseignements. Le CNED a également signé avec l'AEFE une convention d'application relative au déploiement du dispositif « Program' Cours » permettant des remplacements de professeurs de courte durée. Le CNED a aussi procédé à la diffusion du dispositif d'aide aux devoirs pour les collégiens « Jules » dans l'ensemble du réseau de l'EFE.

UNION-ALFM

Sous le signe de l'entraide et de la solidarité

Elle-même a effectué une partie de sa scolarité à l'étranger. Dominique Tchimbakala préside l'Union-ALFM qui se voit comme un trait d'union entre anciens élèves des lycées français de l'étranger. Elle revient sur l'élan de solidarité de ses adhérents pendant la crise du Covid-19 et le rôle de l'association dans le futur plan « Macron 2030 ».

▲ Dominique Tchimbakala.

Photos © DR

Elle a été élève au lycée Saint-Exupéry de Brazzaville (République du Congo). Aujourd'hui installée à Paris, Dominique Tchimbakala est à la tête de l'Union-ALFM qui revendique plus de 8 500 adhérents répartis dans 112 pays parmi les anciens élèves des lycées français de l'étranger. Comme beaucoup, l'association ressort groggy de deux ans de crise du Covid-19. *« La période a été compliquée parce que nous avions programmé un forum professionnel que nous avons dû reporter,* reconnaît Dominique Tchimbakala, *mais c'était intéressant aussi parce que c'est précisément dans ces moments que la solidarité doit se mettre en œuvre.»* L'association a donc rapidement lancé sur sa plateforme internet un dossier spécial Covid-19 alimenté en permanence par les contributions de ses adhérents: *«Partout dans le monde, les gens vivaient la pandémie, mais à des moments différents,* détaille Mme Tchimbakala. *De l'Amérique latine à l'Europe, nous n'avons pas été frappés avec la même intensité. Les conseils des uns pouvaient ainsi aider les autres dans des zones géographiques différentes.»* L'Union-ALFM a elle-même rédigé et publié sur son site de nombreux articles sur le sujet, immédiatement repris sur les réseaux sociaux. *«Il s'agit de textes sur les aspects psychologiques du Covid-19, sur les moyens de les surmonter, sur les expériences vécues par d'anciens élèves. Ces liens nous ont permis de renforcer la solidarité au sein du réseau.»*

Cap sur 2030

Certes, l'Union-ALFM ne fait pas partie des établissements français ni de la hiérarchie administrative des écoles, mais elle revendique toute sa place dans le plan «Macron 2030» qui vise à doubler les effectifs des lycées français de l'étranger d'ici huit ans. *«En tant qu'anciens élèves, on est les premiers ambassadeurs de ce réseau et de ce système d'éducation,* affirme non sans un brin de fierté Dominique Tchimbakala, *mais aussi les héritiers. Nous sommes également dépositaires de ce système d'éducation. Plus la communauté sera forte, plus elle donnera envie de pousser la porte des lycées français de l'étranger. C'est essentiellement le sens de notre travail, d'où la création de la plateforme internet pour que ce groupe soit véritablement mondial et visible. Car les gens sont plutôt d'abord naturellement attirés vers leur communauté locale. Moi-même, en tant qu'ancienne élève de Brazzaville ou du lycée Lyautey de Casablanca je suis d'abord attachée à ces groupes d'anciens élèves.»*

L'Union-ALFM essaie donc de mettre en place une communauté à l'échelle mondiale, basée sur l'échange, l'entraide et la solidarité : *« Petit à petit, chacun sera amené à se rendre des services,* anticipe Mme Tchimbakala, *ne serait-ce que quand vous vous déplacez dans un autre pays : vous débarquez dans un endroit que vous ne connaissez pas et là, vous trouverez toujours un ancien élève pour vous aider. Si nous faisons vivre cette entraide, la communauté deviendra attractive. Cet objectif de doubler le nombre d'élèves accueillis dans les lycées français de l'étranger, nous y participons de par notre identité.»* L'objectif de l'Union-ALFM est aussi de créer, grâce à son réseau, des opportunités d'emploi. Ainsi, le forum professionnel de l'association revient à la fin du mois, le 31 mars, dans une formule 100% digitale et en distanciel. L'événement a pour objectif de mettre en contact les anciens élèves des lycées français de l'étranger et des intervenants du monde professionnel via des visioconférences ou des débats sur des sujets d'actualité. ◆

Réseau

AFLEC
Association Franco-Libanaise pour l'Éducation et la Culture

3 CULTURES 3 LANGUES

VISITEZ NOS ÉTABLISSEMENTS EN UN CLIC

- **Beyrouth** : http://lfiebeyrouth.aflec-fr.org/
- **Tyr** : http://tyr.aflec-fr.org/
- **Dubaï** : https://lfidubai.aflec-fr.org/
- **Dubaï** : https://icedubai.org/
- **Abou Dabi** : https://ltmonod.aflec-fr.org/

aefe
Agence pour l'enseignement français à l'étranger

mission laïque française

CENTRE D'ÉCHANGES INTERNATIONAUX (CEI)

Des partenariats forts avec les lycées français et associations de l'étranger

Depuis sa création en 1947, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la mission du Centre d'Echanges Internationaux (CEI) est toujours la même : rapprocher la jeunesse du monde entier afin qu'une compréhension mutuelle des jeunes puisse apporter la paix… Résumé en une maxime : ouvrir le monde aux jeunes.

© CEI

Ces échanges, qui ont fondé le CEI il y a 75 ans, ont pris différentes formes – séjours linguistiques, voyages découverte pour les jeunes, scolarité dans un lycée étranger, voyages pour groupes scolaires…) – avec cette volonté de toujours rapprocher les cultures. C'est notamment ce qui est proposé dans le cadre de **séjours en France pour les étrangers ou jeunes expatriés** souhaitant apprendre ou se replonger dans l'étude de la langue française, à travers différents programmes comme des **voyages pour groupes scolaires** dans toute la France (Paris, Côte d'Azur, Camargue, Bretagne…), les séjours linguistiques d'été à Arcachon et Saint-Malo, les immersions longue durée en lycée français et en famille… ou encore la possibilité de participer à des colonies de vacances mélangeant jeunes français et internationaux (ski dans les Alpes françaises, surf et skate dans les Landes, circuit au Japon…).

Des échanges pour faire vivre la francophonie

Autre valorisation importante de la francophonie à l'étranger : **le Centre français de Berlin**, qui œuvre au cœur de la capitale allemande pour faire vivre la francophonie. Partenaire de l'OFAJ, le CFB organise et coordonne des échanges internationaux de jeunes (scolaires, extra-scolaires, en groupe ou à titre individuel) et de professionnels, fait vivre le partenariat entre Paris et Berlin par le biais du « **Tandem Paris-Berlin** » avec le soutien du Sénat de Berlin, de l'OFAJ et de la Mairie, de l'Académie de Paris, ou encore coordonne le **programme d'échange individuel Voltaire de l'OFAJ**.

A propos du CEI

Depuis 1947, le Centre d'Échanges Internationaux s'investit dans la construction de séjours qui favorisent l'enseignement des langues et développent l'ouverture vers d'autres cultures et la vie en collectivité. Chaque programme est fondé sur un projet éducatif qui fait la joie des petits et des grands.

Depuis, le CEI est le seul groupe à proposer une offre aussi vaste. Celle-ci s'étend des colonies de vacances jusqu'aux jobs et stages à l'étranger, en passant par des cours d'anglais, une scolarité à l'étranger, des séjours linguistiques ou encore des activités culturelles et sportives combinables lors des voyages.

Chacun de ces programmes a notamment pour objectif d'ouvrir les jeunes sur la richesse et la diversité des autres cultures. ◆

ODYSSEY

LYCÉES FRANÇAIS. INTERNATIONAL EDUCATION

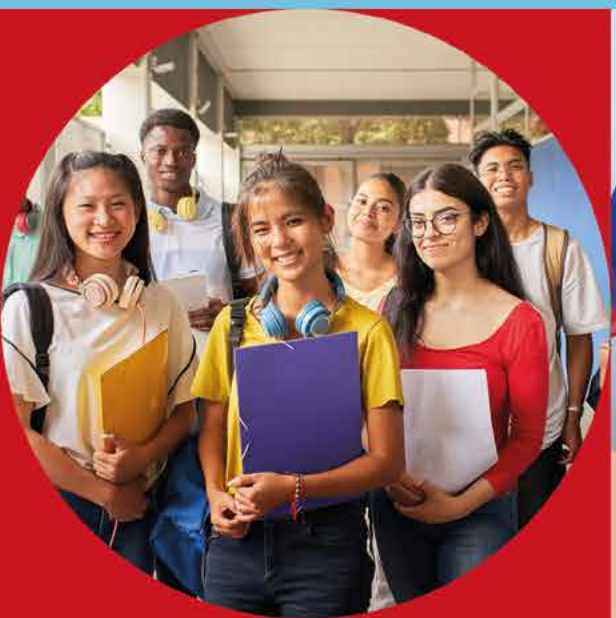
EXCELLENCE ACADÉMIQUE & ENSEIGNEMENT BILINGUE

15 établissements à travers le monde
sur 3 continents : Europe, Afrique, Asie

Découvrez nos établissements sur

www.odyssey.education

Inscription dès janvier 2022



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

aefe
Agence pour l'enseignement français à l'étranger

Rejoignez le réseau

des
lycées français du monde

Plus d'informations

aefe.fr @aefeinfo